



Conseils, analyses et perspectives

116, rue du Bac. 75007 Paris

Tél. + 33 (0) 9 50 44 60 67 / Fax. + 33 (0) 1 45 49 14 72

stephanerozes@cap-sr.com / www.cap-sr.com

« L'analyse des évolutions sociologiques, des conduites et représentations de l'Oise 2012 - 2013 ». Principales conclusions et préconisations à l'issue des phases d'analyse objectives et des mécanismes d'attitude des isolés Isariens

La présidence du Conseil général, soucieuse d'améliorer le vivre ensemble au sein du département, a demandé au Cabinet Cap de mener une étude quantitative donnant lieu à des préconisations sur « *l'analyse des évolutions sociologiques, des conduites et représentations de l'Oise* » à l'issue de la présidentielle de 2012.

Il s'agit pour le Conseil général de poser les bons diagnostics afin de répondre ensuite au mieux aux attentes des Isariens.

La méthode adoptée par Cap a été, dans un premier temps, d'analyser les données objectives des situations socio-démographiques et géographiques et les conduites électorales telles que recensées et extraites au cours de l'été 2012 par l'Observatoire départemental de l'Oise¹. Ces données ont ensuite été confrontées aux données quantitatives d'opinion issues du 4ème baromètre départemental de l'action du Conseil général, réalisé du 24 au 29 août 2012 par l'Institut Harris Interactive et supervisé par Cap². Les vagues précédentes de ce baromètre avaient été réalisées en avril 2006, juillet et décembre 2009.

Afin de compléter, d'approfondir et éclairer ces premiers enseignements, une étude qualitative supervisée par Cap a été confiée à l'institut WEI³. Ces entretiens ont été réalisés

¹ Les données suivantes ont été étudiées : La cartographie des 4 zones d'études retenues, des données sociologiques (une analyse de la structure de la population, de l'activité emploi, des mobilités résidentielles et de la nationalité, selon les unités d'analyse suivantes : département, circonscriptions, cantons, territoires et aires urbaines) et des données électorales (une analyse des élections présidentielles (2002, 2007, 2012) et législatives (2002, 2007, 2012) selon les unités susmentionnées).

² Enquête réalisée par téléphone du 24 au 29 août 2012. Echantillon de 807 individus représentatifs des habitants de l'Oise âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et taille d'agglomération.

³ Etude qualitative réalisée entre le 4 février et le 22 mars 2013. L'Institut WEI a réalisé des entretiens individuels auprès d'Isariens âgés de 20 à 60 ans, se sentant isolés, habitants de zones péri-urbaine, où étant utilisateurs réguliers du réseau routier pour leur activité professionnelle, étant, pour partie des « nouveaux arrivants » présents depuis moins de 5 ans dans l'Oise, et pour une autre partie travaillant hors du département.

sur 4 zones géographiques afin de pouvoir mener une analyse territorialisée auprès d'Isariens isolés géographiquement, socialement, et éloignés de la représentation politique traditionnelle, afin de bien prendre en compte leurs représentations.

Cette synthèse présente les enseignements consolidés des trois phases d'analyse auprès des Isariens et émet des préconisations.

Nous verrons successivement :

- 1) Une identité isarienne à construire sans cesse par le politique, et structurée par la question du lien social.**
- 2) Le lien social, le rapport au territoire et à l'avenir construisent l'attitude politique et le vote.**
- 3) Conclusions et préconisations : Un Récit isarien et des actions de proximité visant à renforcer le lien social.**

1) Une identité isarienne à construire sans cesse par le politique, et structurée par la question du lien social.

Les principales caractéristiques du département qui structurent les conduites de ses habitants révèle un territoire morcelé, une population modeste et mobile par nécessité :

- **Le département a une faible identité historique.** Il est coincé entre deux régions à fort dynamisme : l'Ile de France et le Nord-Pas-de-Calais.

Ainsi, c'est parmi les isolés que la tension est la plus forte. Ceux du Nord de l'Oise se définissent par rapport à la culture du Nord de la France, et notamment de la Picardie :

« Etre Picard, c'est être un peu du Nord par opposition à l'Ile de France ou à la région parisienne. Bien sûr on habite dans l'Oise mais on a l'accent Picard ».

« Les Picards c'est un peu comme les gens du Nord mais en pas chaleureux »

Tandis que pour les isolés dans le Sud de l'Oise, il s'agit de se définir par rapport à la région parisienne, mais également de se distinguer de la Picardie :

« En réalité ici, le sud-est de l'Oise c'est l'Ile de France. On n'est pas du tout Picard. On est plus loin de Beauvais que de Meaux ».

Pour une partie de ses habitants les plus isolés, la domiciliation dans l'Oise ne fonde pas une relation d'identification au territoire, mais se fonde sur une contrainte, notamment du fait de l'accès plus facile au logement ou à la propriété :

« On habitait dans le 95 et on a trouvé un terrain ici dans le sud est de l'Oise car le terrain est moins cher dans l'Oise. »

- Un **territoire hétérogène** soumis à des influences urbaines diverses - Beauvais, Compiègne, Creil - et à la pression de Paris, en particulier sur le Sud du département ;
- Une **population à dominante ouvrière** (26,5%) et des **professions intermédiaires** (17,11%), mais à **faible part d'immigrés** (7% contre 8,9% au plan national) et d'étrangers (4,9% contre 5,9% nationalement) ;

- **Une population très mobile** : plus de la moitié des Isariens est installée dans le département depuis moins de 10 ans (51,6%) et un quart depuis moins de 5 ans.

L'ensemble de ces éléments se retrouve de manières diverses dans les représentations des isolés, à l'échelle des 4 zones investiguées pour réaliser les entretiens :

- la Zone Nord-Ouest, où l'identité Picarde domine, est marquée dans les propos et les représentations par sa relation avec Amiens. Cette zone se caractérise notamment par le déclin industriel, la réduction du nombre d'usines et la raréfaction de l'emploi. Les conditions de vies des habitants de cette zone se durcissent et les jeunes ont le sentiment de ne pas posséder de débouchés professionnels. La mobilité journalière ne semble pas suffisamment portée par le réseau routier et de transports en commun.
- La Zone Nord-Est est décrite par les personnes rencontrées comme étant sinistrée et enclavée.
- La Zone Sud-Est, à proximité de la région parisienne, est la zone jugée la plus attractive notamment du fait d'un bassin d'emplois important et de la qualité du réseau routier. Les habitants se décrivent comme étant « de l'Oise » et non de Picardie. Une demande importante demeure cependant pour l'amélioration de l'offre de transports en commun.
- Le Canton de Mouy est marquée par le contraste entre des petites villes « à fuir » et les villages « refuges ». Les petites villes sont associées à la délinquance et au désœuvrement, et les villages à des havres de paix.

A l'usage, les nouveaux arrivants, venus de centres urbains, constatent le contraste entre leurs attitudes et modes de vie et ceux de la vie rurale. Le logement, le « chez-soi » devient alors un refuge que l'on entretient mais qui accroît l'isolement. Le rattachement au monde s'effectue alors à travers des substituts : Internet – dans un usage minimaliste - et la consommation sans interruption et parfois sans qu'ils y prêtent attention de chaînes d'information en continu en tête.

Au total, deux types d'identité isarienne se structurent alors :

- Les « natifs » qui ont une histoire, qui vivent dans l'Oise par choix, ont une identité positive qui insère l'individu dans un lien social, de proximité et politique.
- Les isolés, souvent « arrivants », qui habitent l'Oise non par choix mais par contrainte et connaissent également parfois une mobilité quotidienne forcée, travaillant loin de leur lieu d'habitation. Ils consomment alors plus du territoire qu'ils ne s'y investissent fortement. Un peu « hors sol » sur le plan de la consommation culturelle et médiatique et de la représentation politique locale, ils oscillent alors politiquement entre le recours à une figure du Bonaparte, Nicolas Sarkozy quand ils peuvent un tant soit peu se projeter dans l'avenir, et au repli national pour se rattacher aux autres, au travers du vote frontiste.

➤ **La satisfaction de vivre dans l'Oise est bien réelle...**

91% des personnes interrogées sont satisfaites de vivre dans l'Oise, dont 38% très satisfaites (-3 points par rapport à juillet 2009).

Les plus isolés, les plus mobiles par contrainte sont ceux qui expriment le moins de satisfaction. C'est parmi eux que la résidence est la plus contrainte :

« Après la reconversion de mon mari, on a atterri dans l'Oise à reculons »

« Suite à un divorce, je n'avais pas les moyens de rester en région parisienne ».

« On aurait voulu habiter plus au Sud de l'Oise mais c'est trop cher ».

Cependant, seuls 67% des habitants indiquent souhaiter rester dans l'Oise et 57% dans leurs communes. Les moins attachés au département et à leur commune de résidence sont les jeunes, les ouvriers, les familles monoparentales, les habitants des très grosses communes et les électeurs du FN.

La question de la mobilité est à la fois structurante et centrale. En effet, pour les « arrivants », anciens ou récents rencontrés au cours des entretiens, venir habiter dans l'Oise est un choix contraint qui s'avère pour partie difficile à vivre. La mobilité à l'intérieur et vers l'extérieur du département est poussée par deux dynamiques négatives : soit par défaut, parce que le foncier ou l'immobilier est inaccessible ailleurs, soit par fuite, afin d'éviter les situations sociales dégradées et l'insécurité de leur lieu d'origine – quartiers urbains de l'Oise et Ile-de-France.

Ces « arrivants » partent donc d'une ville ou d'une petite ville pour s'installer dans un village, lieu idéalisé et à l'extrême opposé dans leur esprit de la ville minée par la délinquance, les trafics, l'insécurité, etc.

La réalité après installation dans ces villages est cependant différente, les nouveaux arrivants se sentant la plupart du temps isolés et ayant des difficultés à s'intégrer au reste de la population :

« Les Picards c'est un peu comme les gens du Nord mais en pas chaleureux. Mes parents ont fait bâtir une maison, ils ont mis 20 ans à se faire accepter ».

« Après 29 ans passés ici, on ne se sent pas complètement intégré. Quand on est arrivé, on était un peu comme des pestiférés. On n'avait pas les mêmes horaires, pas la même vie que ceux qui habitaient là ».

Par ailleurs, pour les natifs, la mobilité résidentielle des « arrivants » est vécue avec réticence, ce qui les pousse, pour certains à envisager cette mobilité pour eux mêmes.

Cet état de fait créé, chez les personnes les plus isolées et mobiles une relation au territoire marquée par l'ambivalence et des dispositions négatives, que l'on retrouve dans certains propos dévalorisants pour le territoire :

« Ici c'est le vide, il n'y a rien »

« L'Oise c'est perdu, c'est le néant, il n'y a rien, juste des délinquants, des champs de betteraves, des usines qui ferment. On en dit rien sur Wikipédia. D'ailleurs ici il n'y a rien, c'est plat et c'est sans vie. L'Oise c'est la campagne délinquante ».

➤ **...Le Conseil général est considéré avec bienveillance... :**

77% des Isariens sont satisfaits de l'action du Conseil général. Le taux de personnes satisfaites reste donc constant, puisqu'il était de 76% en décembre 2009 et de 81% en juillet de cette même année. 20 % des habitants du Département se déclarent insatisfaits.

Pour qualifier le Conseil général, 86% des Isariens disent qu'il est « *utile* » (+4 points par rapport à décembre 2009), 79% qu'il est « *compétent* » (+ 8 points) et 78% « *démocratique* » (+10 points)... le qualificatif recueillant le moins d'assentiment étant « *bon gestionnaire* », approuvé par 65% des interviewés (+ 1 point).

Enfin, un tiers des Isariens est capable de citer spontanément le nom du Président du Conseil général, Monsieur Yves Rome. C'est un niveau comparable à celui de juillet 2009, mais en progression de 9 points par rapport à décembre de la même année.

Il est à noter que parmi la catégorie d'Isariens les plus isolés, l'identification des acteurs diffère en fonction de la zone géographique. En effet, dans le Nord du département, c'est le Conseil régional qui est considéré comme l'échelon administratif pertinent. Ces habitants, se sentant Picards et ayant le regard tourné vers la Picardie ne font pas référence au Conseil général.

Dans le Sud du département, la référence à l'Oise, est marquée mais les habitants ne la relie pas forcément au Conseil général. Ne se sentant pas Picards, ils n'envisagent en tout cas pas le Conseil régional comme un échelon administratif pertinent.

➤ **... La satisfaction est cependant de faible intensité.**

Interrogés sur chacune des actions du Conseil général, les Isariens expriment un jugement positif et qui, dans la plupart des cas, a progressé depuis la dernière mesure. Parmi elles du plus au moins positif :

- le sport (84% estiment que dans ce domaine depuis 5 ans les choses vont plutôt dans le bon sens, + 3 points par rapport à décembre 2009),
- la culture (83%, +2 points)
- l'environnement et le développement durable (77%, + 5 points),
- les transports collectifs (64% + 4 points),
- le développement économique (49%, +2 points),

Cependant, cette progression ne semble pas avoir d'effet sur le jugement global des habitants en ce qui concerne le Conseil général pris dans son ensemble qui reste stable depuis décembre 2009. En outre, si près de 4 Isariens sur 5 sont satisfaits du Conseil général (77%) seuls 7 % se disent « *très satisfait* ».

Ceci est sans doute lié à la baisse de la satisfaction sur les politiques d'action sociale du Conseil général dont la nécessité en temps de crise se fait davantage ressentir. Ainsi les Isariens sont toujours une majorité (73%) à considérer que les choses évoluent dans le bon sens depuis 5 ans pour tout ce qui relève des actions en direction des personnes âgées mais ils étaient 76% en juillet 2009. Le constat est le même pour les politiques d'éducation et de jeunesse avec 70% de jugements positifs (- 3 points). La baisse est surtout flagrante pour les politiques de la petite enfance avec une chute de 14 points (70% de jugements positifs vs 84% en juillet 2009) et pour les actions en faveur des personnes handicapées avec une chute de 8 points (67% de jugements positifs vs 75% en juillet 2009).

En revanche, le clivage partisan n'influe que peu sur les jugements de l'action du Conseil général, sauf en ce qui concerne le sport et l'immigration, pourtant faible dans le département. Sur ces deux items en effet, les électeurs de droite sont beaucoup plus réservés que la moyenne avec respectivement 79% (vs 84%) et 33% (vs 44%) de personnes qui déclarent que les choses vont dans le bon sens.

Si les raisons de ce clivage partisan s'expliquent de manière classique pour les sujets liés à l'immigration, pour le sport, nous ne pouvons qu'émettre une hypothèse. En effet, les équipements sportifs répartis sur l'ensemble du département sont des lieux de socialisation, de solidarité et de citoyenneté, de mixité sociale qui peuvent, de fait, diviser les partisans de gauche et de droite de la même manière que les questions d'immigration.

La satisfaction des Isariens est corrélée à leur niveau d'information.

En effet, les habitants les plus isolés - appartenant aux catégories moyennes et populaires - font partie des Isariens les moins satisfaits de l'action du Conseil général.

Cependant, il convient de préciser qu'ils ignorent ou - au mieux - possèdent une vision confuse de l'organisation administrative et politique du territoire et ne connaissent pas spontanément les réalisations, orientations et modalités d'action du Conseil général. Ils lui attribuent, après relances, uniquement les questions de scolarité, les transports et les aides sociales :

« Le Conseil général, on en entend pas dire du mal mais on ne sait pas ce qu'ils font. Je pense que toutes les petites communes, ils s'en foutent complètement. »

« Le Conseil général c'est surtout des subventions pour les aides. J'ai vu des panneaux Oise mobilité mais je ne sais pas ce que c'est... ».

« Le Conseil général, c'est pour le département. C'est monsieur Patin le Président je crois. Le Conseil général c'est pour la voirie et surtout le social. Mais de toute façon il n'y a pas d'argent et tout reste au même point ».

Il existe, au total, une corrélation entre la faiblesse de lien social horizontal sur le territoire et la défiance et méconnaissance à l'égard des institutions et personnel politique, ce qui rejaillit par là même sur le Conseil général.

Ainsi chez les isolés, le développement des infrastructures routières (RN32), le Canal Seine-Nord et la Gare TGV de liaison avec Roissy sont perçus positivement mais sont méconnus.

➤ **L'emploi, l'école et les transports publics sont les priorités assignées par les Isariens au Conseil général :**

Ce sont les trois enjeux qui arrivent en tête des préoccupations des Isariens avec respectivement 39%, 37% et 24% des habitants qui citent ces items.

Plus précisément, au sujet des transports publics, 86% des habitants du Département estiment que l'aéroport Beauvais-Tillé est une bonne chose pour l'attractivité et le développement économique de l'Oise et 46% jugent que l'amélioration des transports et du réseau routier est un dossier « *important* » pour le département, 33% le qualifiant même de « *prioritaire* ».

Les individus les plus fragilisés et isolés, rencontrés au cours des entretiens, possèdent les mêmes sujets de préoccupation que l'ensemble des Isariens mais ne les envisagent que sous un jour négatif, notamment lorsqu'il est question de la situation des jeunes dans le département.

En matière de scolarité, les formations disponibles dans le département sont notamment jugées inadaptées, obligeant les jeunes à étudier hors de l'Oise, ce qui entraîne des coûts financiers et rend complexe l'accès aux formations désirées.

Le manque de perspectives professionnelles pour les jeunes, du fait d'un fort taux de chômage, de contrats précaires et de conditions matérielles complexes, les jeunes devant parcourir de nombreux kilomètres, et souvent sortir du département afin de trouver un travail (notamment dans le Nord du Département) structurent des représentations négatives.

Par conséquent, pour ces personnes le plus souvent isolées, les transports – dont le bon fonctionnement est une condition sine qua non pour l'accession à l'emploi- deviennent un autre sujet de préoccupation primordial, envisagé sous un angle négatif : manque de transports en commun, manque de financement du permis de conduire par le département, manque de renouvellement des infrastructures routières, etc.

La question de l'accès à l'emploi structure les représentations des isolés et leurs votes. Ils ont le sentiment qu'eux doivent se lever tôt, se déplacer et travailler pour subvenir modestement à leurs besoins quand « d'autres » verraient, sans difficultés des revenus d'assistantat aller vers eux. Au total, ils estiment :

- que leurs efforts et mérites ne sont pas récompensés,
- qu'ils ont des devoirs quand d'autres n'auraient que des droits,
- qu'ils constitueraient une majorité silencieuse et travailleuse,
- que la République serait détournée par des minorités et qu'il faudrait alors électoralement se faire entendre et s'assembler par la voie des urnes :

« Moi ce que je vois, c'est qu'il y a d'un côté le Français moyen qui rame et qui s'en sort de plus en plus difficilement, l'étudiant qui doit payer ses examens de santé car il n'a pas déclaré son médecin traitant... et de l'autre toute une partie de la population qui bénéficie de tout sans rien faire, sans contribuer, qui a tous les avantages sociaux et qui magouille en plus »

« Il y a trop de laisser-aller. Trop d'aides sociales à des gens qui ne travaillent pas et qui n'ont pas l'intention de travailler. Et ça, le Conseil général a sa part de responsabilités. On dirait qu'il distribue de l'argent pour avoir la paix ».

➤ **Des habitants relativement confiants dans l'avenir du Département et heureux de leur cadre de vie, dont la dimension de lien social de proximité est essentielle :**

76% des Isariens se disent confiants dans l'avenir du département soit une progression de 18 points par rapport à décembre 2009 et ce en dépit de la crise. Néanmoins là encore, cet optimisme est de faible intensité puisque 9% seulement se déclarent « *très optimiste* » à ce sujet.

Ils sont, en outre attachés à leur qualité de vie ici et maintenant qu'ils ont à cœur de préserver, notamment en nouant de bonnes relations de voisinage. Ils sont ainsi 92% à dire qu'ils ont de bonnes relations avec leurs voisins, soit un taux supérieur à la moyenne nationale (84%).

Enfin, s'ils sont une majorité (60%) à estimer que les élus se préoccupent des gens comme eux, 37% pensent le contraire ...

C'est dans cette frange de la population qui se sent délaissée par les élus qu'il faut chercher les motivations du vote d'extrême droite.

En effet, au cours des entretiens, les personnes isolées interrogées ont fait part de leur sentiment d'abandon par les élus, tant au plan national qu'au niveau local, le département étant vécu comme un laissé pour compte de la mondialisation, au sein duquel les élus semblent baisser les bras, laissant « pourrir » des situations, ce qui entraîne du désœuvrement, de la pauvreté, du décrochage scolaire, de la délinquance, etc., et au global, un sentiment de dilution des valeurs républicaines.

Le sentiment dominant chez les personnes les plus fragilisées est que les élus locaux ont renoncé à leur avenir plutôt que de le développer. Ils attendent une politique de redynamisation économique et territoriale, qui leur dessinerait des perspectives en termes d'emplois.

Or, ceux-ci, notamment du fait de leur ignorance des projets en cours, ne perçoivent pas de politiques publiques à l'œuvre au sein de leur territoire, pas de volonté départementale précise.

En outre, lorsqu'ils les identifient, ils estiment que les agents les incitent à une forme d'attentisme ou de passivité par rapport à leurs attentes.

2) Le lien social et le rapport au territoire et à l'avenir construisent l'attitude politique et le vote.

Une progression électorale de la droite (Nicolas Sarkozy puis UMP) et de l'extrême droite (Marine Le Pen et FN) commence à faire système.

L'UMP et le FN arrivent en tête aux premiers et seconds tours de la présidentielle et des législatives de 2012. Depuis la présidentielle de 2002, ces deux formations politiques fonctionnent selon un système de vases communicants. Le PS, lui, progresse légèrement dans le département (sauf au premier tour des législatives) mais la gauche demeure minoritaire.

La situation sociale, l'environnement culturel et les représentations politiques fondent le vote, qui exprime et balise l'imaginaire individuel, et permet aux individus de s'approprier le réel et leur place en son sein. Le vote pour Marine Le Pen - et celui pour Nicolas Sarkozy en 2007, dont une partie provenait du vote Le Pen en 2002 - a comme fondement la précarité sociale, l'isolement culturel et la difficulté à se projeter dans l'avenir. Cette insécurité sociale et culturelle nécessite de justifier sa place par le repli national et le rejet ou en tout cas la distinction de l'autre.

Les données objectives, issues de l'Observatoire Départemental, et les représentations isariennes, relevées dans l'étude d'opinion, convergent. Les conduites électorales sont l'illustration de cette conjonction entre situation sociale et environnement culturel qui construit le rapport aux autres et à l'avenir, et modèle le vote.

Le lent travail de la crise économique et sociale, la situation géographique du département, l'hétérogénéité et la faible identité de ses territoires, le renouvellement continu et conséquent des populations, ne sont pas sans effet sur les situations sociales et les représentations identitaires. A insi, le cours des choses a tendance à **individualiser les représentations et à morceler le rapport au collectif et à l'avenir.**

Ce que disent les données dont nous disposons est que, plus on est précarisé socialement, morcelé et isolé culturellement, plus devient prépondérant le lien identitaire - dont le vote est le vecteur - et ce au détriment de l'intérêt social.

La logique - qui explique la force du vote pour Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen - est la suivante : le cours des choses m'échappe, le quotidien est plus difficile, je ne me retrouve pas dans mon environnement... Alors quelle est ma place dans le collectif social, territorial, national ? Quelle idéologie et/ou personne va me permettre de tenir ensemble ma situation et mon rapport aux autres et à l'avenir ?

Ce qui fait système entre le vote Sarkozy et Le Pen est le recours soit à une figure du bonapartisme, soit au nationalisme, pour tenir ensemble les identités culturelles quand les représentations collectives et solidaires ne seraient pas suffisantes.

➤ **L'imbrication des questions sociales, géographiques et culturelles modèle le vote isarien :**

Le vote socialiste (et Front de Gauche) recueille les suffrages de ceux dont l'imaginaire demeure collectif et progressiste, car ils sont relativement protégés du cours des choses, que ce soit objectivement, du fait de leur situation socioprofessionnelle ou de leur environnement social et territorial urbain, ou subjectivement, au travers de leurs représentations collectives.

Ainsi, le vote pour François Hollande est plus fort chez les urbains, les diplômés, les classes moyennes, les salariés du public et une partie des catégories populaires (celles-ci sont 23% à avoir voté pour Hollande, 12% pour Mélenchon : 12%). On notera également que l'addition des votes ouvriers pour ces deux candidats est proche du score obtenu par la candidate du Front national dans cette frange de la population (35% vs 41% pour Marine Le Pen).

De manière générale, ces électeurs sont mieux insérés dans le voisinage, et entretiennent des liens plus étroits avec les élus et la vie locale. Ils sont relativement informés de l'action du Conseil général et s'y retrouvent mieux. Enfin ils sont plutôt confiants dans l'avenir du département.

Le vote Sarkozy agrège des conservateurs au plan idéologique et des libéraux au plan économique. Ce mouvement se retrouve de façon positive et dynamique en 2007, et de manière plus restreinte en 2012 - du fait d'une certaine déperdition de voix reportées vers le vote Le Pen. Les entrepreneurs et les propriétaires de leurs moyens de travail et de leur

logement constituent le gros de cet électorat. En 2002, il était bien plus implanté dans les catégories populaires.

De manière générale, c'est un électorat plus âgé que la moyenne et dont le lieu de travail se situe plus souvent hors de l'Oise bien qu'il soit en 2012, satisfait de vivre dans ce département. Il vote dans une démarche positive pour Nicolas Sarkozy qui à ses yeux « incarne » positivement le pays.

Enfin, **l'électorat Front National** vote plus contre le cours des choses et ses représentants, que positivement pour la personne de Marine Le Pen. Mais il vote dans un début de construction de cohérence entre question sociale et préférence nationale. Son noyau dynamique est composé des Isariens de moins de 5 ans de résidence dont la moitié (49%) se sent proche des idées du FN et dont 27% ont voté Le Pen.

Les électeurs de Marine Le Pen viennent des catégories populaires (33% ont voté pour elle vs 25% en moyenne), ce sont davantage des ouvriers (41%) que des employés (20%), et ce sont des personnes qui travaillent plus dans le secteur privé que dans le secteur public. Ils sont locataires, plus rurbains, travaillent plus souvent hors de l'Oise, s'informent peu de l'actualité du Conseil général et se montrent critiques à son égard.

Cet électorat est également plus pessimiste sur l'avenir du département. Pour finir, ceux qui le constituent estiment que les élus ne s'occupent pas convenablement des gens comme eux et sont moins nombreux à avoir des relations de voisinage de qualité qui sont pourtant le recours identitaire de proximité.

Ainsi, les personnes isolées rencontrées dans l'Oise se déclarant électeur du FN ou proches des idées de Marine Le Pen le sont pour deux raisons distinctes : soit par xénophobie et ethnocentrisme, soit au nom du dévoiement de la République et de la nécessité de le corriger.

Le premier cas de figure reprend un schéma traditionnel du vote FN. Au nom de menaces pesant sur les « valeurs françaises » progressivement dominées par celles des populations immigrées, l'amplification des problèmes économiques et sociaux de la France par la présence d'immigrés et la complaisance de la France à leur égard dressent un horizon, une perspective, pouvant aller jusqu'à une confrontation, voire une guerre civile :

« Mais maintenant je vote Marine Le Pen car il y a des choses qui me chiffonnent et que je ne supporte plus. Je précise aussi que je ne suis pas raciste mais il faut qu'on m'explique pourquoi certains français, et notamment les français d'origine maghrébine, sont totalement irrespectueux. Ma petite sœur s'est fait traiter de 'sale

française'. Il faut qu'ils arrêtent de vouloir nous imposer leur religion et leurs coutumes. »

S'étant mis à l'écart des catégories ainsi désignées en s'éloignant des centres urbains, les isolés se sentent piégés et peu insérés.

La tentation FN au nom de la République – qui concerne de nouveaux électeurs potentiels - est avancée comme étant un rempart contre le dévoiement institutionnel au moment où les personnes admettant être tentées de rejoindre les rangs des électeurs du FN estiment que les règles mises en place par les Institutions (notamment en matière d'aides sociales) produisent l'inverse de ce qu'elles sont censées produire, faisant naître chez eux un sentiment d'injustice et du ressentiment, et les amenant à critiquer le système de manière virulente et à avoir le sentiment que la République a été trahie. Cette critique est captée par le vote FN car Marine Le Pen semble pour eux être la seule à produire un effet d'identification en décrivant les éléments du dévoiement de la République dont elle se prévaut... et comme elle suscite la répulsion des forces démocratiques, ceux-ci pourraient, par le vote FN, à la fois se faire entendre par ceux qui détourneraient la République, et remettre cette dernière à l'endroit.

3) Conclusions et préconisations : Un Récit isarien et des actions de proximité visant à renforcer le lien social.

Le jugement positif porté par les habitants sur l'action globale du Conseil général est partagé mais de faible intensité. L'institution isarienne est perçue la plupart du temps comme un bouclier face à la crise au service de l'intérêt général mais la faiblesse de l'identité historique de l'Oise empêche toute cristallisation et l'action du Conseil général est peu identifiée car sans doute disséminée. Tout cela n'aide pas à constituer une identité isarienne au service d'un vivre ensemble.

Ce vivre ensemble isarien est nécessaire dans la mesure où, en son absence, les situations individuelles sociales, géographiques et de mobilité qui conduisent à un isolement de ceux qui connaissent une mobilité forcée poussent à rechercher des identifications politiques qui oscillent entre la recherche de la figure du Bonaparte, au travers de Nicolas Sarkozy, qui incarne et tient ensemble mais sans relier autrement qu'au travers d'un imaginaire et des votes frontistes qui expriment la recherche d'une identité qui se définit non avec les autres mais contre certains ou en tout cas avant certains.

Pour inverser la tendance de l'isolement et du repli sur soi, le Conseil général peut et doit constituer une identité isarienne qu'il porterait, notamment pour ceux qui consomment l'Oise comme lieu de logement sans y travailler et qui sont donc en déliaison sociale.

Resituer ses actions dans un Récit lisible et visible pour tous les Isariens qui lui permette de projeter les Isariens dans un avenir tout à la fois collectif et positif qui fasse débat et qui rassemble mais également continuer à promouvoir et amplifier des actions adaptées favorisant le lien social en seront les leviers.

Les axes qui structurent le Récit isarien :

- **Le Conseil général rend les Isariens « citoyens » ...et non « consommateurs », de leur territoire.** Cet aspect est d'autant plus nécessaire que les nouveaux arrivants dans le Département vivent souvent leur mobilité comme subie. Ils consomment leurs territoires à fortiori s'ils y logent sans y travailler. Etre consommateur de son territoire entretient un rapport désincarné utilitariste à l'Oise qui segmente, sépare, divise. Rendre les habitants citoyens permet de dépasser cet état de fait. Il s'agit pour le Conseil général de passer de la « volonté de tous » à « la volonté générale » pour reprendre la formule de J.J Rousseau en restituant ses actions dans des priorités cohérentes et non en donnant le sentiment d'être un guichet. Le Conseil général n'assiste pas il permet aux Isariens, à chacun des Isariens et à tous les Isariens, à vivre au mieux dans l'Oise.
- **Le Conseil général est un bouclier qui relie les Isariens.** Il est perçu comme une institution protégeant les Isariens, du fait notamment de ses attributions en matière d'action sociale, de gestion des écoles et des routes, etc.

Il doit également favoriser, avec d'autres partenaires publics, associatifs ou privés et au-delà des politiques solidaires départementales, les relations de proximité, tisser des liens sociaux entre les habitants de sorte de les rendre maîtres de leurs destins dont le territoire est la possibilité.

- **Le Conseil général construit un avenir commun en encastrant la diversité départementale au travers d'un débat politique, en permettant d'échanger sur ses priorités, de ce qui est essentiel et de ce qui l'est moins, et de trancher au nom de l'intérêt général. Cette procédure permet le déploiement vers l'avenir comme co-construction d'une vision commune.**

Pour construire un horizon commun, le Département peut s'appuyer sur les sujets que les Isariens jugent prioritaires : l'éducation, l'emploi et les transports. En ciblant ses actions et sa communication autour de ces trois axes prioritaires, le Conseil général de l'Oise pourra rendre son action plus lisible et se placer au premier plan pour impulser le Récit d'avenir du département.

Les actions du Conseil général pourront être déployées à l'échelle des quatre territoires définis par l'Observatoire Départemental comme étant représentatifs des bassins de vie du Département. Déclinée en fonction de ces zones, la stratégie territoriale du Conseil général gagnera en cohérence et en visibilité aux yeux des Isariens, tout en permettant au Département de cibler son action et ses financements.

L'efficacité de ce vivre ensemble, dont le Conseil général est l'outil, dépend d'une dimension verticale - celle de l'incarnation politique - et horizontale - celle du lien entre citoyens sur le territoire.

- **Verticale, celle de l'incarnation politique. Le Président du Conseil général pourra porter le Récit de l'Oise.**

Le Conseil général pourra s'appuyer sur les relais locaux des pouvoirs publics - que sont les maires, figures institutionnelles les plus connues et les plus appréciées par l'ensemble des Isariens, même les plus isolés - pour diffuser un discours à l'échelle de leurs territoires portant l'intérêt général ancré dans le réel mais tourné vers l'avenir et garant du fait de la légitimité politique de l'égalité territoriale.

- **Horizontale, celle du lien entre citoyens dans les territoires.**

L'accès au très haut débit et l'équipement informatique des jeunes sont une priorité départementale. Cela ouvre le champ des possibles pour (re)tisser des liens entre les habitants, notamment pour les nouveaux arrivants et les rurbains.

Le Conseil général pourrait mettre en place des services et outils dont les usages créent du lien social et de la solidarité.

Les projets qui peuvent servir de leviers au lien social :

- L'optimisation des maisons départementales qui permettent de mailler le territoire isarien de services de proximité (Petite Enfance, Action sociale, etc.).

Ces maisons constituent également des lieux de socialisation, notamment pour les personnes isolées ou précaires, peu implantées dans le territoire. Elles concrétisent l'action du Département en faveur des personnes fragiles et permettent de susciter, chez les plus réfractaires, un sentiment d'appartenance locale. Elles permettraient également d'offrir une meilleure vision de l'utilisation des aides sociales par le Conseil général, ce dernier point étant un facteur d'insatisfaction premier chez les personnes isolées suspicieuses.

L'aide sociale ne doit pas être perçue comme un avantage indu mais comme un bénéfice pour la dynamique du territoire. Le Conseil général doit passer dans les représentations de ces populations isolées de la perception d'un guichet de distribution des aides sociales semblable à un jeu à somme nulle, à un acteur du développement économique et social du département.

Il faut insérer les politiques publiques départementales dans le flux de développement économique de l'Oise et la projection dans l'avenir afin de résorber, dans les représentations, les tensions entre l'économique et le social, les territoires, les catégories de population, le court terme, et le moyen et long terme.

L'outil numérique et le très haut débit, en plein essor dans le Département - le Conseil général, au travers de l'opération « Ordi 60 » ayant par exemple déjà équipé 60 000 élèves d'ordinateurs portables - favorisera également la création de solidarités horizontales. L'égal accès au très haut débit pour l'ensemble du Département est un facteur puissant d'apaisement des populations pouvant se sentir reléguées dans des zones enclavées, où les habitants sont plus susceptibles que ceux des autres territoires de développer un sentiment d'isolement, dans la mesure où Internet représente, pour eux, une stratégie mentale d'ouverture de l'espace et d'accès au monde. Face à la passivité des isolés dans l'usage d'Internet celui-ci devra être associé à des pratiques locales favorisant le lien social et la mobilité intra et extra-départementale - Facebook, applications locales, co-voiturage, appel à projet, etc.

Internet permettra de faire connaître, faire converser - localement et avec les acteurs économiques, associatifs et politiques – et de développer des pratiques et projets personnels sur le territoire isarien. Internet pourra être un levier d'insertion et d'information, d'activité et de mobilité, de lien territorial et intergénérationnel.

Ce point d'entrée dans les foyers isariens pourrait également servir d'appui à la communication du Département passant, par exemple, par la création d'outils de mise en valeur du Département ou par la promotion de ceux qui existent déjà comme le réseau social isarien « réseau Oise » et l'application « Oise app' ». Il est à noter que ces deux projets sont les plus connus et les plus appréciés des populations se sentant isolées ou étant très peu informées des actions du Conseil général. Perçues comme des initiatives positives elles font cependant craindre des hausses d'impôts locaux auprès de ces populations.

D'autre part, la mise en place de l'Internet très haut débit apparaît comme indispensable pour les entreprises et l'activité économique.

L'échéance apparaît cependant lointaine pour les plus précarisés qui ne se projettent pas dans le temps, qui ne verront pas la mise en place de ce projet avant 2017. Le Récit porté par le Conseil général doit donc prendre ces éléments de temporalité en considération.

L'ensemble des outils et mesures mises en place par le Département via Internet devra faire l'objet d'un accompagnement spécifique, afin de favoriser l'accès et la connaissance de ces dispositifs par les Isariens les plus isolés. Cela permettra également de passer d'une forme de sociabilité digitale à la concrétisation d'une sociabilité réelle, facteur d'intégration pour ces populations se sentant reléguées.

- Trois projets phares du Département de l'Oise constituent des leviers permettant d'expliquer et valoriser l'action publique : les projets de modernisation et de développement de l'infrastructure routière, le Canal Seine-Nord et la liaison entre la Gare TGV et l'aéroport Roissy Charles de Gaulle.

Ces projets sont pour l'heure peu perçus par les populations les plus isolées et fragilisées et elles ont le sentiment que les élus ne donnent pas d'informations à leur sujet et sur leur état d'avancement. Ce déficit de connaissance pourrait être amélioré et

pourrait concourir à une plus grande visibilité et adhésion aux des actions publiques et donc à un changement de perception des plus sceptiques.

- Le Conseil général peut également rendre visible les éléments des politiques publiques destinés ou pouvant aider les jeunes étudiants ou actifs se trouvant dans des conditions précaires si elles sont restituées dans une dynamique où la cohésion sociale et territoriale sont des facteurs d'innovation et de développement économique.

Si le département n'a pas de compétence directe en matière d'emploi, ses politiques en matière de formation, de mobilité, de cohésion sociale et territoriale, numérique concourent à l'attractivité et au développement économique de l'Oise.

Au total, il s'agit d'enclencher une dynamique isarienne : transformer les résidents en citoyens, les consommateurs de territoire en acteurs, de passer d'une posture passive à une posture active, de la répétition à l'innovation, de l'idée à la mise en acte. Il y faut un Récit isarien qui intègre la diversité du territoire porté par des actions qui maillent le lien social.

*Au-delà des projets en cours pouvant améliorer l'efficacité de l'action du Conseil général, sa visibilité au service de l'Oise et la constitution de son Récit , pourrait être mis en place **un séminaire du vivre ensemble isarien.***

Constitué de représentants du Conseil général, d'élus, de représentants de l'Agence d'Urbanisme Oise-la-Vallée, de l'Observatoire départemental, de représentants des tissus associatif, syndical et économique, d'experts et d'universitaires, ce séminaire pourra être un lieu de réflexion et de mise en commun des diagnostics et pistes de travail en vue de renforcer le lien social isarien.

Le travail devra servir de justification et mobilisation des agents départementaux dont les entretiens auprès des isariens montrent la nécessité de les mettre dans une posture pro-active. Le travail du Conseil général en termes de politisation des priorités, mise en place d'un récit et d'une politique de communication à destination des Isariens pourrait être l'occasion de mobiliser les agents afin que ceux-ci soient au quotidien les relais et ambassadeurs du bien-vivre dans l'Oise.